

# Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

*Pour la construction du parti de la classe ouvrière*

17 septembre 2022

N° 287

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



## Éditorial

TRAVAILLEURS, PRÉPARONS NOS LUTTES, NOUS-MÊMES ! ..... Page 3-4

S'ORGANISER POUR  
EXIGER PLUS DE SÉCURITÉ  
AU TRAVAIL

Page 5

AUGMENTATION DES  
SALAIRES DES  
FONCTIONNAIRES,  
BEAUCOUP DE TAPAGE  
POUR PAS GRAND-CHOSE !

Page 7

OUATTARA ET GOÏTA,  
VEULENT TROMPER LES  
TRAVAILLEURS

Page 13

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<b><u>ÉDITORIAL :</u></b>	
- TRAVAILLEURS, PRÉPARONS NOS LUTTES, NOUS-MÊMES ! .....	3 - 4
<b><u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u></b>	
- S'ORGANISER POUR EXIGER PLUS DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	5
- RENTRÉE SCOLAIRE CATASTROPHIQUE POUR LES TRAVAILLEURS.....	5
- MORT POUR ABANDON DE SOINS.....	6
- CASSE-TÊTE DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN.....	6
<b><u>LEUR SOCIÉTÉ :</u></b>	
- AUGMENTATION DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES, BEAUCOUP DE TAPAGE POUR PAS GRAND-CHOSE !.....	7
- LES PAROLES D'UN VIL SERVITEUR DE LA BOURGEOISIE !.....	7 - 8
- ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ÉCOLE IVOIRIENNE : RIEN QUE DES BLABLAS !	8 - 9
- L'ARGENT POUR CONSTRUIRE DES LOGEMENTS IL Y EN A, MAIS PAS POUR LOGER LES TRAVAILLEURS.....	9
- L'ARGENT COULE À FLOT... POUR LES CAPITALISTES !.....	9
- LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE : LE GOUVERNEMENT FAIT RIRE !.....	9 - 10
- PATRICK ACHI, UN BON « PARTENAIRE » DU SECTEUR PRIVÉ !.....	10
- HÔPITAUX PUBLICS : DE SCANDALE EN SCANDALE.....	10 - 11
- D'ACCORD POUR LA CRÉATION D'UNE LIGNE DE MÉTRO, MAIS IL FAUT RELOGER LES HABITANTS QUI ONT ÉTÉ CHASSÉS !.....	11
- DES FAMILLES EN DANGERS DE MORT : L'ÉTAT EST COUPABLE.....	11
- N'DOUCI : AFFRONTLEMENTS INTERCOMMUNAUTAIRES RÉCURRENTS...	12
- OUATTARA ET GOÏTA, VEULENT TROMPER LES TRAVAILLEURS.....	13

TRAVAILLEURS, PRÉPARONS NOS LUTTES, NOUS-MÊMES !
--

Alors que la rentrée scolaire n'est pas encore effective sur une grande partie du territoire, le Premier ministre a déjà félicité son gouvernement pour la prétendue réussite de cette rentrée. Les enseignants ont été sommés d'assumer leur devoir d'enseignants comme s'ils ne le savaient pas. Par contre, il n'a pas dit un mot sur les revendications de ces derniers. Certes, quelques semaines avant cette rentrée, Ouattara a annoncé une « *revalorisation* » des salaires et allocations dans la fonction publique mais, à supposer que ces mesures soient réellement appliquées demain, elles sont loin de compenser ce que la majorité des petits employés de l'État ont perdu durant des années de blocages de salaires et d'augmentations du coût de la vie. Quant aux enseignants qui ne sont pas fonctionnaires, notamment ceux des écoles primaires et secondaires, leur situation est encore pire car ils ne sont pas concernés par les mesures annoncées, si mineures soient-elles.

Pour la majorité des parents d'élèves de condition modeste, cette rentrée, loin d'être une réussite comme le prétend le gouvernement, n'est qu'un casse-tête de plus en cette période d'augmentation générale des prix des denrées, du loyer, des transports et de bien d'autres produits et services. Le Premier ministre a eu le culot de se vanter de la prétendue « *gratuité* » de l'école dans ce pays alors que personne n'ignore qu'il s'agit là d'une publicité mensongère. Rien que l'achat des kits et autres tenues à chaque rentrée constitue une montagne de dépenses pour les parents. Et puis à ces dépenses ponctuelles il faut ajouter celles qui s'étalent tout au long de l'année. Où est la gratuité ?

Avec leurs salaires de misères, les travailleurs ne peuvent pas venir à bout de toutes les dépenses pour faire vivre correctement leurs familles. Il est donc vital que nos salaires soient augmentés de manière substantielle pour rattraper ce que nous avons perdu depuis des années. Même en doublant nos salaires actuels nous serions loin du compte !

En juillet 2008, alors que Laurent Gbagbo était au pouvoir, l'UGTCI réclamait du bout des lèvres le passage du SMIG de 36 000 Francs à 120 000 Francs par mois, ce qui était loin d'être suffisant pour satisfaire les besoins d'une famille de travailleurs en 2008. Gbagbo ignora complètement cette aspiration de nombreux travailleurs et continua avec le Smig officiel de 36 000 francs qui datait de 1994 suite à la dévaluation du Franc CFA. Sans compter que son administration ne fut même pas capable de faire appliquer ce salaire minimum de misère à toutes les entreprises du pays.

En réalité, les dirigeants des appareils syndicaux n'ont jamais voulu et ne veulent pas engager des luttes pour ne pas gêner le pouvoir et le patronat. Et

quand il leur arrive parfois de faire du bruit autour de quelques revendications catégorielles c'est juste pour obtenir des avantages pour leur boutique voire pour eux personnellement. Aujourd'hui, 14 ans après les timides revendications de l'UGTCl, les dirigeants de ce syndicat tout comme leurs concurrents de Dignité, Humanisme et autres, continuent de faire la sourde oreille à l'aspiration du monde du travail qu'ils prétendent représenter. Ils continuent de se contenter du SMIG dérisoire de 60 000 Francs lâché par Ouattara en 2013 ! Et ce SMIG n'est toujours pas appliqué systématiquement jusqu'aujourd'hui en 2022.

Alors, ce n'est pas sur de tels dirigeants syndicaux que nous pouvons compter pour améliorer nos conditions d'existence. Ces bureaucrates haut placés et « *ministrables* », sont prompts à signer des « *trêves sociales* » avec le gouvernement et des accords sectoriels avec le patronat pour peu qu'on leur demande de s'asseoir autour d'une table de négociation et qu'on leur accorde un os à ronger.

Aujourd'hui en 2022, compte tenu du coût de la vie qui ne cesse de monter, un travailleur ne peut pas faire vivre sa famille correctement, éduquer et soigner ses enfants dans de bonnes conditions avec un revenu inférieur à 400 000 Francs par mois. Il est évident que nous n'obtiendrons pas cela par un coup de baguette magique ou en comptant sur les dignitaires qui siègent au sommet des centrales syndicales. Il faudra que nous l'imposions par nos luttes collectives dans les entreprises et dans la rue.

Cela veut dire qu'il faut s'organiser pour préparer ses luttes. Cela passe par la formulation de nos revendications et par leur popularisation sur nos lieux de travail afin d'entraîner un grand nombre de travailleurs dans la défense de nos revendications et augmenter de cette manière nos forces face au patronat et au gouvernement qui lui sert la soupe. Il faut que nous apprenions à tenir des réunions entre nous les travailleurs, syndiqués ou pas, embauchés ou journaliers, sans distinction de catégories, pour discuter de nos affaires communes et désigner nos représentants indépendamment des syndicats. En agissant ainsi, nous dirigerons nos propres luttes et empêcherons nos vrais ennemis de classes et nos faux amis qui sont à la tête des grandes centrales et des partis politiques, de nous diviser et de dévoyer nos luttes vers des impasses.

---

# LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

## S'ORGANISER POUR EXIGER PLUS DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL

---

Récemment à Brassivoir, une brasserie située dans la zone industrielle de PK 24, une palette de boissons est tombée d'une hauteur de 6 mètres sur 3 travailleurs. Deux d'entre eux ont été grièvement blessés, criblés de tessons de bouteilles. L'un est décédé pendant le trajet vers une structure sanitaire.

À Nutri, dans la zone industrielle de Yopougon, une autre entreprise qui fabrique des biscuits et de la tomate concentrée, il y a eu deux accidents de travail le même jour. Un travailleur a eu le doigt presque coupé et un autre a été brûlé au gaz.

Tous ces travailleurs ont en commun de n'être pas déclarés à la CNPS et de

n'avoir aucune couverture médicale en cas d'accident ou de maladie. Dans ce cas, l'attitude des patrons c'est de se contenter de donner les premiers soins et ensuite le travailleur est abandonné à son sort. Beaucoup finissent handicapés à vie.

Dans la plupart des entreprises, les patrons ne se donnent même pas la peine d'équiper les travailleurs en matériel de sécurité élémentaire tels que tenues de travail, chaussures de sécurité ou même de simples cache-nez. Nous sommes très souvent exposés à des produits chimiques dangereux. Ça ne peut plus durer comme ça ! C'est à nous d'exiger du patronat plus de sécurité au travail.

---

## RENTRÉE SCOLAIRE CATASTROPHIQUE POUR LES TRAVAILLEURS

---

Les rentrées scolaires sont toujours des moments de grandes difficultés pour les travailleurs. Les bas salaires suffisent à peine à couvrir les dépenses courantes. Ce qui fait que dès qu'il y a une dépense supplémentaire, comme lors de la rentrée des classes, c'est le casse-tête pour s'en sortir. Mais la situation est particulière cette année dans ce contexte de flambée généralisée des prix. Cette année le prix du papier a connu un bond spectaculaire, cela rejaille automatiquement sur le prix des cahiers ainsi que des manuels scolaires. Quant aux inscriptions et aux frais d'écolage, ils sont toujours en progression, sans compter les nombreux frais annexes. Dans ces conditions, où trouver l'argent pour scolariser les enfants, comment faire face aux fournitures scolaires ? Voici des questions que se posent la plupart des travailleurs. Elle sera sans réponse pour beaucoup d'entre eux.

Nombreux sont les travailleurs qui doivent avoir recours aux prêts scolaires octroyés par certaines entreprises sans lesquels la rentrée n'aurait pas lieu pour beaucoup d'enfants. D'autres doivent se rabattre sur les prêts bancaires avec des

taux d'intérêt qui sont en progression tous les ans. Si la période de rentrée des classes est difficile pour les travailleurs, les mois suivants le sont tout autant car lorsque les remboursements sont prélevés, la fiche de paye est presque nulle. Pour les travailleurs journaliers qui sont de loin les plus nombreux dans les entreprises, il n'y a pas de prêt des entreprises, encore moins des banques. C'est la débrouille.

Dans les campagnes, les paysans doivent attendre de vendre leur production dont les prix de vente sont dérisoires pour faire face aux dépenses de rentrée scolaire. Pour beaucoup d'enfants de paysans, la rentrée sera en décembre voire en janvier.

Dans cette société capitaliste ce sont ceux qui produisent les richesses et qui font tourner l'économie qui sont les plus mal lotis. C'est une société qui marche sur la tête et que les exploités des villes comme des campagnes devront renverser pour la faire fonctionner sur une autre base que celle de l'exploitation et de la recherche du profit individuel.

---

# LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

## CASSE-TÊTE DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN

---

Aujourd'hui, se rendre au travail ou en revenir avec les transports en commun relève d'un véritable parcours du combattant. À la zone industrielle de Yopougon, par exemple, de plus en plus nombreux sont les travailleurs qui viennent d'Abobo. Cette situation s'est amplifiée avec les nombreux déguerpissements qu'il y a eu autour de cette zone pour faire de la place à de nouvelles entreprises qui s'installent. Pour être à l'heure au travail à 6h, il faut sortir de la maison à 3H du matin et affronter les risques d'agressions qui sont fréquents dans les quartiers pauvres. Sinon c'est le retard assuré. Pareil pour le retour où après une journée de dur labeur, l'on peut descendre à 18 heures et ne rentrer qu'à 21 H ou 22 heures. Aux heures de pointe, les véhicules sont en nombre insuffisants. S'ajoute à cela les embouteillages monstres occasionnés

par les travaux d'agrandissement de la voirie. Les transporteurs profitent de la situation pour décomposer le trajet en trois partis ce qui double ou triple le tarif du transport. Il suffit qu'il y ait un accident de la circulation pour que la route soit coupée. Et dans ce cas, c'est la marche à pied pour terminer le trajet.

Les travailleurs du bâtiment qui habitent pour la plupart les quartiers populaires comme Abobo et Yopougon souffrent aussi des mêmes problèmes. D'autant plus que les grands chantiers se trouvent à l'autre bout de la ville.

Ça ne coûterait pas grand-chose aux patrons qui nous exploitent de mettre à la disposition des travailleurs des transports gratuits pour nous soulager. Mais notre sort, ils s'en moquent royalement. La seule chose qui compte pour eux, ce sont les profits qu'ils tirent en nous exploitant.

---

## MORT POUR ABANDON DE SOINS

---

Le 25 août dernier, un travailleur a été victime d'un accident de travail et est mort quelques jours après. Il était vigile et occupait un poste de nuit dans la commune de Cocody. Avec trois enfants à charge dans cette situation de vie chère et de bas salaires, il était contraint de faire deux boulots différents. La nuit il travaillait comme vigile et la journée il était manœuvre dans le bâtiment, deux activités pénibles et mal payées, Il y a laissé sa vie et ses trois gosses.

Ce jour-là, ils étaient deux travailleurs à faire monter des briques du sol au 3<sup>ème</sup> étage à l'aide d'une poulie de fortune dans un bâtiment en construction à Cocody-Blokauss. Avec le cumul de

fatigue et de faim, il a trébuché et s'est retrouvé au sol depuis le troisième étage. Il a été transporté dans une infirmerie par ses collègues. Ensuite, on l'a aidé à rentrer à la maison à Abobo-Anokoua, dans un ravin à la limite de la forêt du banco. Le propriétaire du chantier ne s'est pas occupé de sa santé, il est décédé trois jours après.

La mort de notre collègue est comme une alerte sur notre situation précaire de travail, sur le coût des denrées alimentaires, du loyer et du transport qui ne cesse de grimper de jour en jour. Il faut une lutte générale de l'ensemble des travailleurs pour riposter aux attaques de nos exploiters.

# L E U R S O C I E T E

## AUGMENTATION DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES, BEUCOUP DE TAPAGE POUR PAS GRAND-CHOSE !

Ces derniers temps il y a des panneaux en divers points de la ville pour vanter les récentes augmentations accordées aux fonctionnaires et agents de l'État. Mais il n'y a pas de quoi faire grand bruit. Ces mesures se résument en 4 points :

- Premièrement, l'extension de l'indemnité de logement à tous les fonctionnaires et agents de l'État et leur relèvement de 20.000 F. Ce n'est que faire justice à ceux qui en étaient privés. Il aurait même fallu leur payer les arriérés non perçus car cette indemnité est restée inchangée depuis 1993 pour les fonctionnaires civils. Depuis cette date, les loyers à Abidjan ont plus que doublé. Pour un simple studio dans un quartier populaire, les loyers sont passés de 20.000F à 50.000F, voire plus. Alors n'en parlons même pas pour les deux pièces, trois pièces et plus. Autant dire que 20.000F d'augmentation d'indemnité après 20 ans c'est vraiment insignifiant !

- Deuxièmement, la revalorisation de l'allocation familiale qui, pour la première fois depuis 1960, passe de 2 500 F CFA à 7 500 F CFA par mois et par enfant. C'est-à-dire 5000 F en plus, après plus de 60 ans de blocage ! Depuis lors, même le gbofloto du matin des tout-petits est passé de 5 F l'unité à 100 F. Ne parlons même pas des frais de scolarité et des soins de santé !

- Troisièmement, l'instauration d'une prime exceptionnelle de fin d'année, représentant « *un tiers (1/3) du salaire mensuel indiciaire de base du mois de décembre* ». Quand on sait ce que représente le salaire de base de la majorité des petits fonctionnaires, c'est plus que dérisoire.

- et enfin, les retraités du secteur public bénéficieront de la hausse de l'allocation familiale de 5000 F CFA par mois et par enfant. Pour ceux du secteur privé, les pensions de retraite augmenteront de 5%. Encore une misère !

Ce n'est pas avec ce genre d'augmentation que les petits fonctionnaires vont mener la grande vie. Bien au contraire, ils continueront de tirer le diable par la queue et de vivre dans des logements précaires comme de nombreux travailleurs du secteur privé.

Au lieu d'afficher à grands coups de publicité et de tambour médiatique les petites misères qui ont été accordées aux fonctionnaires, il aurait été plus amusant de voir placarder avec autant de bruit les salaires et les avantages des hauts fonctionnaires, ministres, députés et autres conseillers ou grands directeurs d'entreprises d'État ! Mais là-dessus, c'est plutôt motus et bouche cousue !

## LES PAROLES D'UN VIL SERVITEUR DE LA BOURGEOISIE !

Un certain Venance Konan, journaliste-écrivain notoire, ex-DG du journal gouvernemental Fraternité, a écrit dans son papier que les pays d'Asie, comme le Japon et la Corée se sont développés parce que les travailleurs ont « *cravaché* » au travail à

longueur d'année, les grèves y ont été « *restreintes* » et il était, écrit-il, très mal vu pour un travailleur de prendre quelques jours de vacances. C'est ce qui aurait permis, selon lui, à ces pays de se positionner parmi les pays riches.

# L E U R S O C I E T E

En disant cela, il reprend à son compte les récents propos du dictateur béninois Patrice Talon adressés au patronat français pour les inviter à investir dans son pays. Rappelons que ce président du Bénin est en même temps considéré comme le « *roi du coton* » dans son pays. Il tire sa fortune en exploitant féroce des paysans et des ouvriers ; les uns dans la production du coton, les autres pour faire tourner ses nombreuses usines. Dans son pays, a-t-il expliqué, pas besoin de démocratie pour les travailleurs. Il a dit avoir fortement réglementé le droit de faire grève et même le droit syndical depuis qu'il a accédé à la présidence de ce pays.

Quant à Venance Konan, il a aussi rappelé qu'au temps de la dictature d'Houphouët, un gréviste se retrouvait facilement en prison et que c'est ainsi que ça devrait être dans un pays qui veut se développer. En écrivant de tels propos anti-ouvriers, Venance Konan veut peut-être montrer aux éventuels propriétaires d'entreprises capitalistes à la recherche d'un DG qu'il sera un bon serviteur de leurs intérêts.

Parce qu'il ne peut quand même pas ignorer que la majorité des travailleurs aujourd'hui en Côte d'Ivoire, les journaliers dans les usines et les travailleurs du bâtiment, pour ne parler que de ceux-là, travaillent à longueur d'année sans bénéficier d'un quelconque congé payé tout en ne touchant qu'un

salaire de misère ! Les travailleurs subissent aussi bien la dictature du patronat à l'intérieur de l'entreprise que celui du gouvernement qui envoie les forces armées pour réprimer la moindre grève, comme au temps de Houphouët Boigny et sans doute comme dans bien de pays considérés comme des modèles à suivre par Venance Konan. Résultat, même en travaillant ainsi durant toute leur vie, les travailleurs restent aussi pauvres que lorsqu'ils sont nés ! Le voilà le lot de la majorité des travailleurs en Côte d'Ivoire, qui n'est certainement pas beaucoup différent de ce que vivent les travailleurs au Bénin. Ils resteront désespérément pauvres parce que dans ce monde capitaliste, ce n'est pas le travail qui enrichit mais le vol et l'exploitation des travailleurs !

Voilà pourquoi, ceux qui les exploitent, à savoir les bourgeois, eux qui ne font rien de leurs dix doigts et qui se reposent durant toute l'année, ceux-là seuls s'enrichissent. C'est la même chose partout dans le monde.

C'est seulement en menant des luttes collectives contre l'exploitation que les travailleurs peuvent garder la tête hors de l'eau. Et cela est valable au Bénin comme en Côte d'Ivoire, que ce soit sous la dictature d'un Talon, d'un Bédié, d'un Gbagbo ou d'un Ouattara, tous ces serviteurs des intérêts capitalistes et surtout ennemis des travailleurs !

## ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ÉCOLE IVOIRIENNE : RIEN QUE DES BLABLAS !

Il y a un an, devant les mécontentements dans le milieu scolaire, aussi bien des élèves qui étudient dans des conditions exécrables que des enseignants mal payés, Patrick Achi, avaient lancé les « *États généraux de l'éducation nationale et de l'alphabétisation* » (Egena) : beaucoup de paperasses et surtout beaucoup de vent pour esquiver les vrais problèmes !

Parce que, franchement, il suffit de voir rien que l'état des WC, quand ils existent, et des salles de classes bondées, pour se rendre compte dans quelles conditions les enfants des pauvres étudient. Ces gens au pouvoir, il leur faut pondre un rapport durant un an avant de faire semblant d'agir. Il est clair que ce ne sont pas leurs enfants qui fréquentent ce genre d'écoles !



# L E U R S O C I E T E

Les enseignants de ces écoles pour pauvres ont aussi toutes les raisons d'être en colère. Ils sont payés au lance-pierre et travaillent dans des conditions difficiles.

Autant dire que rien d'important ne sortira de ces fameux « *États généraux* » tant qu'une lutte des concernés ne secouera pas ces spécialistes du blabla et de la dilapidation des deniers publics.

## L'ARGENT POUR CONSTRUIRE DES LOGEMENTS IL Y EN A, MAIS PAS POUR LOGER LES TRAVAILLEURS

Des promoteurs immobiliers, accompagnés par la Banque mondiale, ont signé un projet pour la construction d'une nouvelle ville « *écologique* » sur une superficie de 2 232 hectares à Adoukro dans la région de Jacqueville.

C'est à croire qu'il y a une demande pour ce genre d'habitats et surtout des gens pour les payer. Parce que des habitats « *écologiques* », on peut aussi dire qu'il y en a beaucoup dans la ville d'Abidjan. Sauf que ce sont des bidonvilles où logent généralement les familles ouvrières, n'ayant pas les moyens de vivre autrement. Beaucoup de ces logements sont faits de bric et de broc avec des toilettes qui laissent à

désirer : on ne peut pas faire plus « *écologique* » !

Par contre, pour trouver des solutions à ce genre de problème urgent, il n'y a point de Banque mondiale, de capitaliste ni de gouvernement pour investir et arranger un peu ces quartiers. Pourtant c'est une grande partie de la population abidjanaise qui y vit, particulièrement la population la plus active sans laquelle aucune richesse ne pourrait être produite !

Sauf que dans le système capitaliste, les travailleurs comptent pour zéro, malgré le fait que ce sont aussi ces mêmes travailleurs qui construisent les bâtiments, routes et maisons !

## L'ARGENT COULE À FLOT... POUR LES CAPITALISTES !

Malgré la crise du capitalisme à l'échelle mondiale, la Côte d'Ivoire annonce pour 2022 une croissance de 7%. Que signifie ce pourcentage ? D'abord, que les capitalistes s'en mettent plein les poches. D'autant plus que tous les prix augmentent ... sauf les salaires des travailleurs.

Si les travailleurs veulent que leurs salaires suivent ces augmentations, ils

ont intérêt à bien s'organiser dans les usines, sur les chantiers et autres lieux de travail pour riposter tous ensemble. Ils auront en face d'eux tout l'appareil d'État de la bourgeoisie, son gouvernement, son administration, sa police, ses militaires, dont la mission est de défendre bec et ongles les intérêts des possédants et des exploités !

## LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE : LE GOUVERNEMENT FAIT RIRE !

Sous prétexte de mieux lutter contre les trafiquants de drogues, le gouvernement vient de doter la police de 73 « *véhicules 4x4* ». Ce sont en fait des

genres de motos à quatre roues sur lesquels les enfants des riches s'amuse généralement en longeant la plage sur le bord de mer.

## L E U R S O C I E T E

Ce genre d'engins mis entre les mains des policiers serait surtout adapté pour aller racketter les travailleurs dans leurs quartiers pauvres où les ruelles sont trop étroites pour les voitures ordinaires.

Par contre, ils sont bien placés pour savoir que les vrais trafiquants de drogue, ce n'est pas dans ces quartiers-là qu'il faut les chercher mais dans ceux des riches où habitent aussi les ministres, députés et autres hauts dignitaires de la douane et de la police. Parce que pour

passer des kilos et des tonnes de drogue comme la presse en a fait cas ces derniers temps, il est évident que les trafiquants doivent avoir les bras bien longs et aussi des bons relais auprès des gens hauts placés ! Mais pour attraper ceux-là, c'est une autre paire de manches. Il n'est certainement point besoin de moto 4x4 pour cela, et on peut imaginer que très peu de policiers oseraient s'y hasarder au risque d'y laisser leurs plumes eux-mêmes !

### PATRICK ACHI, UN BON « PARTENAIRE » DU SECTEUR PRIVÉ !

Le premier ministre Patrick Achi s'est rendu au port de San Pédro pour l'inauguration du Terminal Industriel et Polyvalent dont la réalisation a coûté 130 milliards. À cette occasion, il a déclaré que son ambition est de « *bâtir des partenariats puissants et fructueux avec le secteur privé pour la Côte d'Ivoire* ». Ce qui signifie en d'autres termes que les

capitalistes peuvent continuer de se frotter les mains tout comme les ministres et autres hauts dignitaires de l'Etat car il y aura de quoi étoffer leurs comptes en banque. Quant aux travailleurs, ils n'ont qu'à bien se tenir, le gouvernement est là pour leur faire accepter des conditions de travail selon la volonté des exploiters « *partenaires* » de l'État.

### HÔPITAUX PUBLICS : DE SCANDALE EN SCANDALE

Le 19 août dernier, la mort d'une femme en couche au CHR de Daloa a fait le tour des réseaux sociaux. Cet énième décès par manque de soin dans un hôpital public a fait couler beaucoup d'encre et de salive et n'a pas manqué de susciter beaucoup d'indignation dans la population.

Si cette affaire n'avait pas été ébruitée, elle serait restée aux oubliettes comme tant de décès dans ces hôpitaux. Cela a obligé le ministre de la santé à intervenir non sans verser quelques larmes de crocodile sur le sort de la famille éplorée. Il s'est mis à égrainer les actions de son ministère, et pour bien dégager sa responsabilité et celle de son gouvernement, il s'est acharné sur le médecin de garde et l'a suspendu de ses fonctions.

Lorsque ce genre de scandale éclate sur la place publique, l'attitude du gouvernement est toujours la même, celle de dégager sa responsabilité et de trouver des boucs-émissaires, en l'occurrence le personnel de santé qui est généralement surmené.

Ce n'est un secret pour personne que les hôpitaux publics ne sont pas la priorité des pouvoirs publics. Ces hôpitaux sont en nombre insuffisants, il y manque de tout, à commencer par les lits d'hospitalisation et les médicaments de première nécessité. Le personnel est en sous-effectif et très souvent au bord du surmenage. Les soins coutent cher et tout est payant jusqu'à la moindre paire de gants. Ce qui fait que nombre de travailleurs et de pauvres ne peuvent pas s'y faire soigner. En cas de maladie, ils

## L E U R S O C I E T E

n'ont parfois pas d'autres choix que de passer par les médicaments de la rue. Les riches quant à eux, ne se soignent pas dans ces hôpitaux publics. Ils vont dans des grandes cliniques privées ou à

l'étranger.

Tenir le personnel pour responsable de nombreux décès dans ces hôpitaux relève de la malhonnêteté de la part des autorités politiques.

### D'ACCORD POUR LA CRÉATION D'UNE LIGNE DE MÉTRO, MAIS EN MÊME TEMPS IL FAUT RELOGER LES HABITANTS QUI ONT ÉTÉ CHASSÉS !

Cette année encore en ce mois de septembre et en pleine rentrée scolaire, une deuxième vague de déguerpissement le long du tracé de la ligne du futur métro d'Abidjan a impacté les habitants qui y habitaient. Ils ont été déguerpis sans ménagement et sans aucune mesure d'accompagnement.

L'année passée, à la même période, ce sont les populations d'Anyama et d'Abobo qui ont subi les assauts des bulldozers. Leur maison contenant encore leurs affaires ont été détruites.

Pourtant l'État est soi-disant en pourparlers avec les populations

impactées par ce projet depuis 2016. La moindre des choses serait que l'État procède au relogement et à l'indemnisation des personnes touchées avant la destruction de leurs habitations. Mais que non ! Les autorités se sont contentées de distribuer des avertissements aux concernés un mois avant leur déguerpissement. Pour partir où, comment et avec quel moyen ?

Au total près de 5 000 personnes sont concernées. Le gouvernement se moque de leur avenir tant qu'il pense qu'il n'y a pas de risque d'explosion de colère. Mais qu'il fasse attention au réveil du lion qui dort !

### DES FAMILLES EN DANGERS DE MORT : L'ÉTAT EST COUPABLE

De nombreuses populations vivent sous les câbles de haute tension dans des zones comme Koumassi, Ahoussabougou, Banco 1 (Adjamé), vers le terminus 47 de Yopougon, vers l'abattoir de Port-Bouet, au quartier Vidange d'Abobo, etc. Elles n'ignorent pas le danger qui les guette comme l'a montré un reportage fait dans Fraternité Matin. Mais faute de moyens, elles sont obligées de rester là alors qu'une simple rupture d'un de ces câbles risque d'entraîner des accidents mortels comme des électrocutions ou des incendies.

La CIE se contente de les sensibiliser sur les dangers encourus mais cela ne règlera pas le problème tant

que les habitants concernés n'auront pas la possibilité de vivre dans des endroits moins dangereux.

C'est cette société capitaliste et l'État à son service qui sont à condamner car les moyens de construire des maisons à des bas coûts existent mais pas la volonté politique de les mettre à la disposition des populations qui n'ont pas les moyens financiers.

La SICOGLI louait bien des maisons à 10 000 f par mois. Donc il serait possible de fournir des logements décentes à tous. Mais ce serait trop demander à l'État qui ne s'intéresse qu'aux intérêts des capitalistes !

# L E U R S O C I E T E

## N'DOUCI : AFFRONTEMENTS INTERCOMMUNAUTAIRES RÉCURRENTS

Dans la nuit du 12 au 13 Août dernier, des malfrats venus dans un tricycle ont attaqué un maquis avec des machettes puis semé la terreur sur les passants et ont tué un jeune homme qui rentrait chez lui.

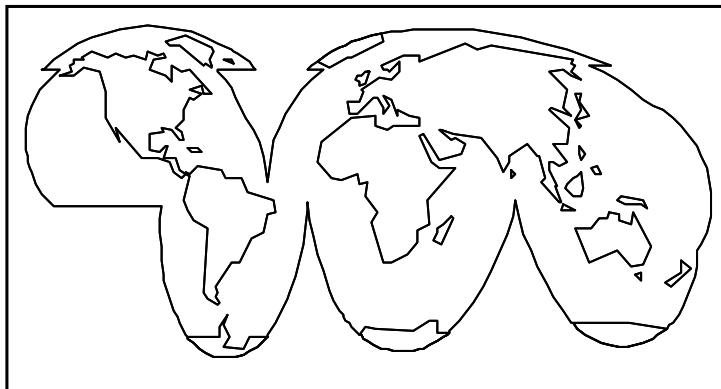
Il s'en suit un affrontement intercommunautaire occasionnant un mort et plusieurs blessés. Trois jours plus tard, sous la demande des chefs coutumiers, les jeunes Abbey se rendent massivement au cimetière de la commune pour son enterrement, dans une ambiance de chants et de visages grimés. Des jeunes Malinké vont sortir avec des machettes et des gourdins croyant que ces jeunes Abbey se sont rendus au cimetière pour se préparer à les attaquer. Ce qui occasionne de nouveaux affrontements faisant trois nouveaux morts, de nombreux blessés et des magasins pillés puis incendiés.

Deux semaines avant ces faits, de violentes bagarres entre jeunes Malinké et Abbey avait aussi fait au moins quatre morts. En remontant plus loin, en août 2020, à

Boussué, un village de la même localité, de pareils affrontements inter-ethniques se sont soldés par l'incendie de plusieurs habitations. En 2019, également. Si on remonte les cinq dernières années on constate que ce genre de conflits sont devenus récurrents alors que par le passé ces populations vivaient paisiblement côte à côte.

Aujourd'hui avec la paupérisation grandissante, les jeunes sont au chômage, les revenus de ceux qui travaillent n'arrivent plus à assurer le minimum pour la grande partie de la population. À ces difficultés se pose également le problème du foncier qui est aussi source de conflits violents. Dans cette situation, les politiciens de tout genre n'hésitent pas à envenimer les choses au lieu de les régler. Ils se servent de ces conflits pour accéder à la mangeoire : pour un strapontin ministériel, un poste de députés ou autres sinécures. Ce sont ces assassins-là qui viennent ensuite verser quelques larmes de crocodiles et faire semblant d'arranger les choses.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## OUATTARA ET GOÏTA, VEULENT TROMPER LES TRAVAILLEURS

Plus de deux mois après l'arrestation des 49 soldats ivoiriens par les autorités maliennes, la crise entre les deux États semble s'éterniser. Les galonnés putschistes de Bamako continuent de maintenir que ces soldats sont des mercenaires que Ouattara a envoyés au Mali pour déstabiliser leur pouvoir. Ce que bien entendu, Ouattara nie en affirmant qu'ils ont été envoyés au Mali dans le cadre de la Minusma (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali). Malheureusement pour Ouattara, les autorités onusiennes n'ont pas confirmé clairement sa version.

Le ton est monté d'un cran lorsqu'Assimi Goïta, le chef de la junte malienne, a proposé de libérer les soldats ivoiriens en échange de l'extradition par l'État ivoirien de trois politiciens maliens partis se réfugier en Côte d'Ivoire (Karim Keïta, fils de l'ancien président IBK, Boubou Cissé ancien Premier ministre et Tiéman Hubert Coulibaly, ancien ministre).

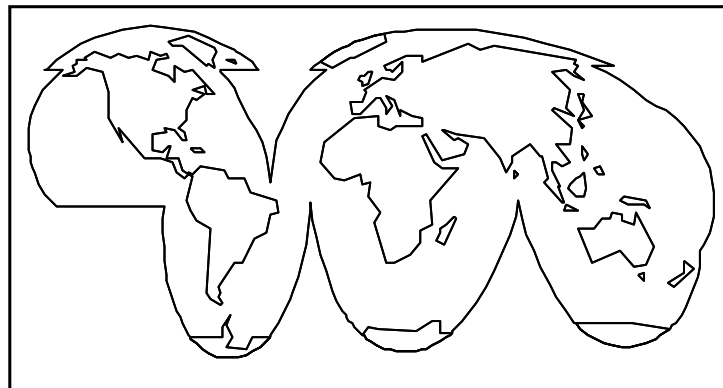
Ne voulant pas paraître comme quelqu'un qui cède devant la pression, Ouattara a accusé Assimi Goïta de « *prendre en otage* » les soldats ivoiriens. On entend petit à petit monter un climat nationaliste entretenu par le

gouvernement ivoirien autour des « *vaillants soldats ivoiriens* » qui seraient partis au Mali pour défendre ce pays contre les groupes terroristes. Il en va de même du côté des dirigeants maliens. Ils multiplient leurs discours contre les dirigeants de la CEDEAO, dont Ouattara, qui veulent, disent-ils, mettre le Mali à genoux, etc. Chacun, en entonnant des discours nationalistes, ne fait que profiter de cette crise pour se renforcer.

Jusqu'à présent, la tension entre les deux protagonistes est restée au niveau diplomatique. Qu'en sera-t-il demain si la tension monte d'un cran ? Le moindre incident peut se transformer en déflagration. On n'en est pas encore à la chasse aux maliens à Abidjan, ni à la haine contre les ivoiriens à Bamako. Mais d'un côté comme de l'autre, nos dirigeants sont capables d'entraîner leurs populations dans la violence intercommunautaire pour sauver leur place au pouvoir.

Au Mali comme en Côte d'Ivoire, les travailleurs n'ont aucun intérêt à apporter leur soutien à ces dirigeants qui, par-delà leur nationalité et leur parcours politique, sont des ennemis de la classe ouvrière et de tous les exploités.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS !**

# CE QUE NOUS VOULONS

## Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.